

CONGRÈS DES FEMMES PANAFRICAINES

Kinshasa (République Démocratique du Congo)

du 28 au 31 Juillet 2019

Note conceptuelle

I - Le prétexte explicatif

C'est à la suite d'une prise de conscience que des femmes africaines de la société civile et actrices du développement durable ont décidé de mettre en place un cadre réflexion pour harmoniser leur énergie afin de participer activement à tous les combats auxquels fait face le continent africain.

A l'instar, de **ONU-Femmes**, elles voudraient mettre en place un partenariat avec les institutions et organisations africaines au premier chef desquelles l'Union Africaine pour apporter leur pierre à l'édifice. C'est ainsi que l'idée de **UA-FEMMES** a été pensée et un plaidoyer initié pour être porté à l'occasion d'une rencontre internationale en terre africaine.

C'est à partir de ce constat que le projet d'un congrès des femmes panafricaines est né et des congolaises ont pris l'initiative de le porter pour l'organiser chez elles à Kinshasa en République Démocratique du Congo en collaboration avec le Forum International des Femmes de l'Espace Francophone (**FIFEF**).

Dans le cadre du **FIFEF**, regroupant l'essentiel des initiatrices de ce projet, le choix de la date du 31 juillet est loin d'être fortuite puisqu'elle correspond réellement à la célébration officielle de la journée de la femme africaine.

Très ignorée, la **journée de la femme africaine** fête ses 45 ans cette année. Elle a été consacrée le 31 juillet 1974 à l'occasion du premier Congrès de l'Organisation Panafricaine des Femmes (**PAWO**) qui s'était tenu à Dakar, au Sénégal. Mais, la date officiellement retenue pour cette journée est le 31 juillet 1962. Ce jour-là, à Dar es Salam (Tanzanie), des femmes originaires de tous les pays du continent s'étaient réunies pour la première fois et avaient mis sur pied une organisation appelée « **Conférence des Femmes Africaines** ».

II – Le contexte justificatif

L'évolution de l'implication de la femme africaine pour l'ancrage du bonheur et de la prospérité au sein du continent a accompagné la lutte pour l'indépendance totale de l'Afrique.

Dès la conférence de Tanzanie, cette dynamique était lancée et témoigne du rôle combien historique joué par les africaines pour montrer leur capacité à réaliser et à conduire les changements idoines et opportuns sur le continent à l'aube des indépendances.

La libération totale du continent africain, l'élimination de l'apartheid et l'instauration d'une justice commune qui défend les droits de la personne humaine, étaient des objectifs prioritaires du mouvement, mais souvent qualifiés de conjectures et de vieux pieux.

Le projet d'UA-FEMMES sera une réponse aux multiples défis communs et identiques que veulent relever les femmes du monde, en général, et de l'Afrique, en particulier. Le phénomène de la mondialisation, propre à nos sociétés contemporaines, n'est pas seulement un processus socio-économique, mais reflète également « une humanité de plus en plus interconnectée », dépassant les frontières géographiques et culturelles. Le monde est devenu en peu de temps, un espace interdépendant de mobilité mondiale. Tous les pays sont devenus émetteurs, terres d'accueil ou zones de transit des migrants, de nouvelles idéologies bousculant les cultures, us et coutumes, remettant en cause la paix sociale et promettant à jamais le développement tant rêvé de l'Afrique.

Les plus grandes victimes de ces fléaux sont les femmes qui sont mères, soeurs, épouses sans occulter le fait qu'elles sont aussi exposées au vol, au viol et à la violence. Les facteurs sont généralement liés à l'inadéquation entre l'accroissement rapide de la population et les ressources disponibles en relation directe avec les aspects politiques et sociaux comme la mauvaise gouvernance, le népotisme, la corruption, le racisme, la xénophobie, l'extrémisme et le radicalisme.

Fort de cela, le FIFEF, en collaboration avec les femmes panafricaines compte, à travers ce forum, pister les problèmes majeurs des femmes africaines dans des champs d'investigation multiples et variés afin de revisiter les textes de droit qui leur attribuent des droits et libertés souvent méconnus, torpillés et bafoués et de revoir les pans socioculturels, démographiques, économiques vus comme des freins et obstacles. L'aspect le plus topique est la circulation des personnes et le droit à la mobilité qui ne sont que des réalités de fait.

Beaucoup de femmes s'engagent dans la quête d'une vie meilleure parce que privées de droits les plus élémentaires chez elles et laissant derrière enfants et familles. Selon le rapport 2018 du CNUCED sur le développement humain de l'Afrique, en 2017, les femmes migrantes représentaient plus de la moitié de l'ensemble des migrants internationaux dont 47% sont d'origine africaine. Le voyage clandestin de ces femmes n'est pas toujours aisé en ce sens qu'elles subissent des violences qui sont entre autres l'exploitation sexuelle, l'humiliation répétée, la prostitution forcée et le viol collectif en parfaite violation des règles du droit international.

SIEGE SOCIALE :
Adresse : Av.
Procureur n°15,
C/Manika, Ville de
Kolwezi, Province
Lualaba/RDC
Contacts:
(+243)821677960

Email:
fifefprojet@gmail.com

Outre ce fait migratoire, les femmes ont du mal à obtenir une éducation et une formation de base de qualité. Beaucoup de filles africaines du monde rural ne sont pas scolarisées, et si elles le sont, finissent péniblement le cycle scolaire à cause des barrières sociales et religieuses, l'exclusion, le mariage précoce, entre autres raisons.

Celles qui ont la chance de poursuivre des études moyennes et supérieures ont du mal à intégrer le milieu professionnel et de s'y épanouir convenablement soit par une absence totale de réglementation du droit social, soit par le non-respect de ce dernier.

Ce premier Forum des Femmes Panafricaines de Kinshasa, organisé en relation avec le FIFEF et en partenariat avec le Gouvernement de la RDC et d'autres partenaires techniques et financiers, permettra aux participants, aux décideurs et au public de changer de vision et de politiques sur les droits de la femme africaine. Ce sera aussi pour cette dernière l'opportunité de se faire entendre devant les plus grandes instances de décision du continent comme l'Union-Afrique grâce à l'effectivité de UA-Femmes qui sera porté par toutes les Premières Dames des Etats du continent, sous la bannière de Mme Denise Tshisekedi.

Le choix de la **République Démocratique du Congo** se justifie sur plusieurs aspects mais deux axes majeurs seront mis en exergue.

- D'abord, l'évolution démocratique et l'ampleur de la protection des droits humains que connaît la RDC depuis quelques temps malgré quelques zones de tensions notées çà-et-là. Le point le plus caractéristique demeure la situation politique et la vie électorale marquées par un pluralisme, une compétition électorale apaisée, un véritable dialogue entre les partis politiques et la société civile, gages d'un bon Etat de droit, protecteur des droits de la personne humaine.

- Ensuite, le Gouvernement du Président nouvellement élu, Félix Tshisekedi, s'est résolument orienté vers la promotion des droits de la Femme et surtout de ceux de la fille en termes d'éducation, de protection, de formation et de sécurité.

L'horizon 2063 repose sur l'agenda de l'Union Africaine pour le développement effectif de l'Afrique. Dans leur déclaration solennelle effectuée à l'occasion du cinquantième anniversaire, les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) ont réaffirmé leur engagement pour le développement accéléré du continent. Ils se sont également engagés à intégrer ces idéaux et objectifs dans leurs plans nationaux de développement et dans l'élaboration de l'Agenda continental 2063, à travers un processus axé sur les peuples, pour la réalisation de la vision de l'UA pour une Afrique centrée sur les personnes, prospère, intégrée et en paix avec elle-même.

L'Agenda 2063 est le prolongement logique et naturel du NEPAD et des autres initiatives du genre, tels que le Plan d'action de Lagos, le Traité d'Abuja... pour relever de nouveaux défis sur le continent. Il est considéré comme une nouvelle étape dans les efforts déployés par les Africains pour

catalyser le développement du continent et renforcer l'unité africaine, en s'appuyant sur les expériences et les réalisations des efforts antérieurs.

Les femmes africaines, ayant un rôle primordial à jouer dans ce vaste chantier, compte lancer un vibrant appel aux décideurs et populations du continent, en montrant la nécessité de bien gérer leu humanité effective dans tous les domaines de prédilection. Le congrès de Kinshasa sera alors l'occasion de mettre sur pied UA-Femmes comme cadre d'échanges, de concertation et de lutte pour les droits de femme africaine.

III – Objectifs

1- Objectifs généraux

- Le forum permettra une meilleure connaissance et prise en compte des droits de la femme Africaine ;
- Le forum donnera naissance au projet de **UA-FEMMES** ;
- Le forum réunira l'Assemblée Générale du Forum des Femmes panafricaines qui élira le bureau exécutif.

2- Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques ci-après sont poursuivis :

- Informer les décideurs politiques et les autres acteurs sur l'existence des droits de la femme africaine, de leurs mécanismes de protection et de leur nécessité de promotion ;
- Conscientiser les populations sur les violences basées sur le genre ;
- Partager les modèles nationaux pertinents dans le processus de l'autonomisation de la femme ;
- Sensibiliser les communautés sur l'impact de la globalisation dans leurs conditions de vie ;
- La nécessité d'adaptation des textes en vigueur et de la ratification des instruments internationaux, continentaux et sous régionaux sur les droits de la femme ;
- Mettre en place une synergie entre les femmes panafricanistes grâce aux cadres d'échanges et de partages idoines.

IV- Résultats attendus

- La publication et la transmission des actes du forum ;
- la mise en place du bureau exécutif par l'Assemblée générale ;
- la connaissance de la périodicité du Forum ;
- prise en charge par les Gouvernements africains de l'effectivité de jouissance des droits de la femme africaine ;

V- Méthodologie

Les femmes panafricaines ont pris conscience de leur obligation à participer à l'émergence d'une nouvelle Afrique reposant sur le respect des droits de l'être humain (homme et femme) et sur un développement centré d'abord autour du respect de la règle juridique.

Conscient de cette dimension, soucieux des défis socioéconomiques de l'Afrique et oeuvrant pour l'effectivité de l'émergence du continent, le FIFEF cherche à travers ce forum à réfléchir sur le rôle et la place de la femme africaine dans le mouvement d'émancipation, d'émergence et de paix qu'a entrepris le continent africain.

Toutes ces pistes seront explorées et analysées, **du 29 au 31 juillet 2019**, par les **experts** au cours des **ateliers** et **tables rondes** de haut niveau venant d'horizons et de spécialisations différents et que les recommandations qui sortiront du rapport de synthèse seront transmises aux autorités, services compétents et participants.

Ce sera par-là, une manière pour le FIFEF et les femmes panafricanistes de participer à la dynamique de raffermissement des relations avec les femmes d'Afrique, avec ses partenaires institutionnels et au développement du partenariat public-privé africain et international.

Avec UA-Femmes, ONU-Femmes aura sa soeur jumelle et son répondant sur le continent africain et pourront, toutes les deux, travailler en étroite collaboration sur les dossiers les plus lancinants et actuels.

Les communications du forum, précédées d'une leçon inaugurale prononcée lors de la cérémonie d'ouverture officielle, seront assurées par un groupe de panélistes choisis selon leur compétence sous la modération d'éminents experts reconnus.

Les travaux se dérouleront sous forme d'exposés suivis de débat en vue de faciliter des échanges féconds et constructifs.

Le rapport de synthèse du forum, intégrant les recommandations pertinentes sous forme de plaidoyer sera lu pendant la cérémonie de clôture devant l'autorité officielle désignée *es qualite*.

V – Le public ciblé

Ainsi pendant ces journées, des experts africains et étrangers se retrouveront avec les :

- institutions régionales et internationales ;
- Gouvernements africains ;
- le corps diplomatique accrédité au CONGO ;
- Partis politiques ;
- Autorités militaires et paramilitaires ;
- Financiers ;
- Juristes ;
- Sociologues ;
- le patronat africain ;
- société civile africaine ;
- les mouvements et associations de la RDC ;
- autorités religieuses et coutumières ;
- universitaires, élèves et étudiants.

La Présidente

Denise NZILA L.K.

SIEGE SOCIALE :

Adresse : Av.
Procureur n°15,
C/Manika, Ville de
Kolwezi, Province
Lualaba/RDC
Contacts:
(+243)821677960

Email:
fifeprojet@gmail.com